bpost
PB-PP | BC 1757
BELGIE(N)-BELGIQUE
Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Faites-moi lire, SVP !

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »
(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 221 – février 2019

Histoire

Un pays vendu à la brocante

Réflexions

A propos du populisme

Dossier

Évasion fiscale. Google cache 20 milliards aux Bermudes

Évasion fiscale : Facebook a plein d'amis aux îles Caïmans

Sans domicile fisc »: le livre sur les paradis fiscaux

Nos activités en mars 2019

HISTOIRE

Un pays vendu à la brocante

Médiéviste et historien de la Première Guerre mondiale, Nicolas Offenstadt ne fait pas seulement le grand écart entre les siècles, il peut aussi enjamber les frontières et délocaliser ses objets de recherche. Pour preuve, cet ouvrage de facture peu conventionnelle sur un pays disparu pour lequel il s'est pris d'une passion : la République démocratique allemande, jadis appelée l'autre Allemagne, engloutie par celle de Helmut Kohl il y a près de trente ans et pour laquelle il s'est mué en explorateur urbain (« urbexer »).

Nicolas Offenstadt, *Le pays disparu. Sur les traces de la RDA. Stock, 432 p., 22,50 €*

Rien ne prédestinait Nicolas Offenstadt à aller chiner dans les brocantes et greniers de la RDA pour en rechercher les traces, n'eût été l'invitation à enseigner à l'université de Francfort-sur-l'Oder, ville située à la frontière germano-polonaise et proche du fleuron de l'industrialisation socialiste que fut Eisenhüttenstadt (Stalinstadt de 1953 à… 1961) où l'on trempait l'acier. Et puis, cette phrase forte retenue d'un de ses maîtres selon laquelle l'expérience ratée des pays socialistes aurait constitué le plus beau cadeau fait au capitalisme. Pour autant, cette exploration des décombres laissés par la vague de désindustrialisation liée à la réunification de l'Allemagne, si elle témoigne bel et bien de la violence du processus, n'a pas pour objectif de susciter une quelconque nostalgie de l'ancien régime. Citant les travaux de Marina Chauliac, Nicolas Offenstadt prend soin de la distinguer d'emblée de la fameuse Ostalgie, soit « le regret de la RDA non pas telle qu'elle était, mais telle qu'elle aurait dû être ». (Curieusement il existe en France une école informelle de très bons chercheurs sur cette autre Allemagne qui, n'ayant alors pour elle que sa légendaire grisaille, avait soulevé fort peu d'intérêt avant sa chute [1].) Notre historien-arpenteur, comme d'autres sont écrivains-voyageurs, sortira résolument des sentiers battus, ne jetant pas un seul regard aux mises en mémoire officielles de la RDA, qu'il s'agisse du DDR Museum, en bordure de la Spree dans le centre de Berlin, qui ridiculise à bon compte le socialisme à l'allemande (ah ! le design vieillot des objets de consommation made in DDR !) ou de la prison de Hohenschönhausen, transformée en mémorial de la répression politique qui, elle, le criminalise en bloc.

Armé lui aussi d'un appareil-photo, Nicolas Offenstadt rappelle un instant la démarche de photographes comme Jean-Claude Mouton, ou encore Dominique Treilhou, que l'on put voir en 2009 lors de l'exposition « Berlin, l'effacement des traces » au Musée d'histoire contemporaine aux Invalides. Le premier avait suivi pendant deux décennies l'effacement progressif des traces du Mur, tandis que Dominique Treilhou avait photographié et filmé la tonitruante destruction radicale, méthodique et fort coûteuse du Palast der Republik, siège de l'ancienne Chambre du Peuple de RDA. On avait eu un aperçu du goût de Nicolas Offenstadt pour les reliques du pays disparu dans ses commentaires des photos de Pierre-Jérôme Adjedj exposées à l'**Institut français de Berlin** l'été dernier. Le présent livre était déjà en gestation et, cette fois, ce sont ses propres photos, « d'amateur » tient-il à préciser, qui illustrent ses propos.

Pendant plus d'un an, il a donc promené son œil expert et ses guêtres à travers la quasi-totalité du territoire de l'ex-RDA. Une performance, car il semble bien n'avoir rien laissé échapper, l'avoir sillonné de part en part et avoir même été rechercher des traces hors frontières, comme à Bochum ou Hambourg où il a réussi à dénicher d'improbables « Ostalgiques » parmi des communistes vintage qui n'avaient jamais connu l'Est. Tantôt « chasseur » à la manière dont Carlo Ginzburg avait présenté sa méthode dans Mythes, traces et emblèmes, tantôt fouineur – limite intrusif –

et obstiné à la manière de l'inclassable Sophie Calle, Nicolas Offenstadt nous raconte – et le fait fort bien – l'histoire de la RDA à partir de bouts de rien du tout et d'infimes indices comme des pancartes à moitié effacées, des friches industrielles, des habitations délabrées et abandonnées, des pans de vie trouvés dans des dossiers personnels dispersés sur le sol, archives d'entreprises définitivement mises au rebut sur lesquelles il bute en s'infiltrant à ses risques et périls dans les bureaux désaffectés d'anciens hauts lieux de la RDA, ainsi le célèbre site industriel de Schwarze Pumpe.

Ces histoires de vie jetées à la poubelle, il va les faire parler au sens propre du terme, recherchant les noms dans l'annuaire du téléphone puis sonnant aux portes. Il les retrouve parfois dans leur Plattenbau d'origine, ces barres d'habitation en dalles de béton préfabriquées, emblématiques du paysage de l'ensemble du territoire de l'empire soviétique et dont certaines, heureux effet de la réunification cette fois, ont bénéficié depuis d'une rénovation « douce ». Il reste que c'est dans ces logements-là, lorsqu'ils n'ont pas été désertés puis détruits, qu'on trouve aujourd'hui le plus fort taux de chômage, ainsi que le plus fort sentiment de déclassement. Dans les länder de l'ex-RDA, où les élites de l'Ouest ont investi tous les postes de pouvoir, de l'économie à l'université, l'historien recueillera des récits de vie où l'anecdotique se mêle à l'évocation historique dans un savant montage qui fait défiler, à travers des trajectoire personnelles, toute l'histoire du Volk de la RDA : un peuple dont le père sévère a disparu, et avec lui la mère protectrice, belle métaphore du mode de domination du bien réel régime socialiste. Une leçon pour ceux qui pensent pouvoir faire de l'histoire contemporaine sans recourir au témoignage et à l'histoire orale.

Après un coup d'œil panoramique sur des non-lieux délaissés qui « échappent à un quelconque ordre urbain », c'est vers les brocantes et musées nés d'initiatives privées que va se tourner l'historien en recensant toutes les tentatives de redonner vie, d'une manière ou d'une autre, à la RDA. Ainsi, le musée « Olle DDR » (la bonne vieille RDA ?) situé dans la ville sinistrée d'Apolda exhibe-t-il un bric-à-brac « clairement ostalgique » et va jusqu'à proposer l'asile politique à ceux qui en auraient besoin. Une façon de rappeler « la solidarité socialiste », un des dogmes de la RDA qui accueillit deux mille Chiliens après l'assassinat d'Allende en 1974 (et même des Républicains espagnols, auxquels l'historienne Aurélie Denoyer a consacré un livre au beau titre L'exil comme patrie), qui, dans l'ensemble, n'ont pas gardé un mauvais souvenir de leur séjour en terre est-allemande. Traces de l'effacement, mais aussi traces de la résistance. Il y eut des batailles épiques pour conserver des noms de rues, des statues, comme la bataille autour de la tête de Thälmann, ce dirigeant du Parti communiste allemand (KPD), assassiné à Buchenwald, ou bien autour de la statue de Wilhelm Pieck, premier président de la RDA rapatrié de Moscou à peine le drapeau de l'Union soviétique flottait-il au sommet du Reichstag.

Destruction du Palast der Republik, à Berlin © Roland Moritz

On rappellera ici pour mémoire l'œuvre d'une autre historienne férue de traces du même passé, Régine Robin, avec notamment son dernier Roman d'Allemagne (2016). C'est, bien entendu, autour de l'héritage antifasciste qu'ont eu lieu les plus fameuses controverses. Il convenait certes de passer cet héritage sur lequel la RDA avait fondé sa légitimité au « tamis d'une critique radicale », mais au point de nier le combat antifasciste des communistes ? La manifestation de cette négation se trouve dans le musée du mémorial de Buchenwald où Stefan J. Zweig, l'enfant juif sauvé par les prisonniers politiques allemands, a disparu de l'exposition, enfant jeté avec l'eau du bain puisque la RDA avait fait de lui une icône et un symbole de l'humanité des prisonniers antifascistes et qu'il s'agissait désormais de les discréditer. Rien n'y fit pour sauver cet héritage dévoyé une première fois par la politique officielle de la RDA, une seconde fois par celle de l'Allemagne réunifiée. Nicolas Offenstadt recense bien ces résistances, mais quel poids pouvaient-elles avoir dès lors que la parole d'autorité, jadis monopole du Parti, est passée du côté des politiques et d'historiens de l'Ouest qui la proclament du haut de leurs chaires ?

C'est par un tour d'horizon impressionnant de l'activité artistique (littérature, théâtre, cinéma, etc.) que Nicolas Offenstadt achève son enquête : il a raison, c'est là que se trouvent des traces de la RDA qui, elles, ne s'effaceront pas aussi aisément que les traces physiques et façonneront la mémoire collective. Il évoque entre autres, Weissensee, une série télévisée –

ce puissant mode de transmission et de représentation du passé – qui relate une saga familiale peu avant la chute du Mur, en rupture, dit-il, avec le grand récit ouest-allemand de la RDA. Vue sous l'angle de la ruine des idéaux, la RDA – ou plutôt son peuple – émeut.

Afin de ne pas se laisser prendre au piège de l'émotion, l'historien cite une uchronie parodique : « Rote Wende » (le tournant rouge), de Reinhold Andert, où l'auteur imagine ce qui se serait passé dans le cas où l'Ouest aurait été soumis à l'Est… Il n'empêche, saturée d'histoires de la Stasi, dont les archives au demeurant recèlent davantage de traces de résistance que de collaboration (ce qu'il ne faut surtout pas dire), la vision de la RDA ici exposée constitue tout à la fois une manière originale de pratiquer l'histoire et une sorte d'anti-guide ou d'antidote au discours dominant outre-Rhin. Braconner en terre étrangère a bien souvent d'étonnants résultats. Ainsi ce jeu de piste à travers un pays disparu permet-il, aussi, de mieux comprendre ce qui se passe aujourd'hui à Dresde et à Chemnitz.

1. Ceci est à mettre au crédit de cet observatoire de la mutation de l'Europe de l'Est créé à Berlin par le CNRS après l'effondrement du monde soviétique qu'est le Centre Marc Bloch, qui accueille doctorants et chercheurs confirmés.

Sonia Combe

RÉFLEXIONS

A PROPOS DU POPULISME

CONSTAT

Nous sommes à la croisée des crises. La crise financière, d'abord, démarrée en septembre 2008 et dont nous ressentons encore les effets aujourd'hui alors que plusieurs économistes annoncent déjà la suivante. Cette crise financière s'est rapidement transformée en crise économique. Une crise économique qui est devenue une crise budgétaire au gré des réponses austéritaires qui seront appliquées – singulièrement le vote en 2013 du TSCG (Traité sur la stabilité, la croissance et la gouvernance) par les États membres de l'Union européenne. Une crise budgétaire qui est, dans sa nature, une crise politique. Toutes ces crises qui se superposent sur une planète de moins en moins capable de supporter le système économique qui les a rendus possible. Une crise environnementale et climatique.

L'absence de toute véritable réforme du système économique a avivé et vivifié le sentiment d'injustice de larges couches de la population et a fait ressentir avec plus d'acuité encore, la violence structurelle et les rapports de domination. Sentiment qui se trouve exacerbé aujourd'hui par le tribut à payer pour tenter de résister aux changements climatiques.

Aujourd'hui, ce sentiment d'injustice percole, se libère et normalise des comportements politiques de rejet. Outre l'élection de Donald Trump aux États-Unis ou de Bolsonaro au Brésil, l'extrême droite est désormais aux Affaires en Hongrie, en République Tchèque, en Autriche, en Italie ou en Suède. En France, elle a atteint 34% au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017. En Allemagne, elle fait chanceler le paysage politique. En Belgique, la NV-A s'est faite l'étendard fréquentable de certains de ses projets politiques et les autres partis gouvernementaux ne lui en ont pas fait barrage.

Ces résultats électoraux inquiétants illustrent le climat de plus en plus délétère au sein de nos sociétés. La polarisation et la cristallisation des tensions toujours plus marquées entre les groupes sociaux, la prolifération des groupes identitaires extrémistes, la désertion progressive des formes de contestation traditionnelles et la multiplication des expressions politiques de la violence, jusqu'à sa manifestation paroxystique : le terrorisme.

Dans ce climat économique, social, politique et environnemental critique, les discours autour du terrorisme dit islamiste (dont le traitement diffère largement de celui des manifestations de violence politique d'autres groupes extrémistes) ou encore le discours autour de la dite crise migratoire ont malheureusement permis d'agglomérer les ressentiments et de révéler des réflexes discriminants ou racistes, latents dans notre société.

Poussées par la libération du discours autour de la lutte contre le terrorisme ou la gestion des

migrations, les réponses politiques et législatives qui leur sont apportées traduisent très souvent ces discours en réalité. Les mots sont performatifs. Or, en réalisant certaines propositions emblématiques de l'extrême droite, l'on donne raison, même malgré nous, à toutes les idées qui les fondent et les font vivre.

Il faut constater et dénoncer ces méthodes de gouvernement de plus en plus liberticides, autoritaires, et, finalement, démocraticides en ce qu'elles attaquent frontalement l'État de droit, la séparation des pouvoirs et la hiérarchie des normes, au sommet de laquelle se trouve la Charte des droits

fondamentaux qui rappelle pourtant, notamment, l'exigence de fraternité.

Pour ne pas parler de populisme

Populisme est un mot galvaudé, presque vide de sens. Il sert à ceux qui l'utilisent pour se présenter comme des personnes raisonnables, en rejetant le discours de la personne visée dans le champ de la déraison. L'utilisateur du terme populiste se positionne en défenseur du statu quo et moque le caractère simpliste des propositions dénigrées. Ce faisant, l'on entend indirectement disqualifier le peuple, la masse populaire. Ce n'est pourtant pas pour autant, loin s'en faut, que celui qui taxe de populiste entend faire justice à la complexité de la réalité.

Le simplisme et les raccourcis caractérisent en effet une part grandissante des politiques publiques et des discours qui les accompagnent. Avant d'être populistes, ces discours et ces politiques sont démagogiques. Le discours du démagogue sort du champ du rationnel pour s'adresser aux pulsions, aux frustrations du peuple, à ses ressentiments et à ses craintes. Il veut capitaliser sur les peurs des individus, leur donner corps. Il vise la satisfaction immédiate des attentes ou des souhaits les plus fréquemment exprimés du public (ou l'interprétation qu'on s'en fait suite, par exemple, à la montée électorale de l'extrême droite). Le déploiement, illégal, des militaires dans l'espace public est un exemple flagrant d'une réponse démagogique, aussi inutile que démocratiquement délétère.

L'argumentation démagogique fait fréquemment appel à la facilité voire à la paresse intellectuelle en proposant des analyses et des solutions qui semblent a priori évidentes.

Ne pas se tromper d'ennemi

La surenchère sécuritaire qui nous vivons depuis plusieurs années est une conséquence directe de cette démagogie. Elle donne du crédit aux discours extrémistes en ce qu'elle propose des réponses aux questions telles qu'elles sont posées. Elle fuit la complexité du réel et nie les mécanismes déterministes et de reproduction à l'œuvre dans la société. Elle tait les rapports systémiques de domination et les renforce. Elle désengage la responsabilité collective des crises pour désigner des boucs émissaires dans le visage de l'étranger, de l'immigré pauvre, du musulman.

Le bouc émissaire devient coupable malgré lui. Une culpabilité d'autant plus facile à projeter qu'elle vise des individus bien souvent exclus de la communauté politique, qu'elle flatte les réflexes xénophobes de notre société et qu'elle permet, par une magie discursive et sans aucun lien de causalité identifié, à ne pas devoir questionner les véritables responsabilités des crises que nous vivons. Le démagogue permet de prolonger notre système de développement pourtant manifestement en crise profonde et construit autour de lui, au fur et à mesure, un rempart législatif et exécutif anti-démocratiques où la critique devient de plus en plus périlleuse.

Le processus enclenché par la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 a révélé des processus à l'œuvre depuis plusieurs décennies où deux grands perdants s'illustrent : la démocratie libérale et l'ouverture des frontières (ou plutôt ce qu'on pourrait appeler un devoir d'hospitalité universel, vu que si les frontières se ferment aux personnes, aucun frein n'est mis à la liberté de circulation des biens, des services et des capitaux). Les coupables, parmi lesquels les banques privées, les banques centrales, les régulateurs financiers, les économistes et la pléthore de leurs porte-drapeaux politiques, ont nié leurs responsabilités et ont capitalisé sur ces crises pour proposer d'appliquer les recettes qui en sont à l'origine.

Changer de discours. Performer

Nous sommes manifestement dans un moment d'errance politique, où l'angoisse et les peurs se traduisent en repli et s'expriment avec toujours plus de violence. Une exaspération de plus en plus tangible des peuples qui se manifestent aussi dans l'abstention, la volatilité, le vote protestataire. Ce moment d'errance, si l'on y prend garde, pourrait déboucher sur une dissolution de l'être-ensemble politique du peuple (Coussedière, Éloge du populisme, 2012).

Or, tout concours à déliter le lien social et le lien politique. C'est la conséquence même du néolibéralisme, qui façonne aujourd'hui notre rapport au monde et surtout notre rapport au collectif.

Le néolibéralisme désigne un ensemble de courants

visant à corriger et revitaliser le libéralisme classique en reprenant à leur compte les critiques dont il a été la cible. Très grossièrement, il peut se réduire à deux caractéristiques principales. Premièrement, il vise à assurer la liberté du marché. Deuxièmement, à la différence du libéralisme classique, le néolibéralisme ne conçoit pas cette liberté du marché comme naturelle mais plutôt comme une utopie vers laquelle il faut tendre en orientant socialement les comportements et les attentes des individus pour les faire correspondre à un tel modèle et ainsi étendre la logique du marché à tous les champs de la vie politique et sociale. Un système de légitimation où il été admis que la poursuite de l'intérêt personnel contribue à l'intérêt général.

La montée du néolibéralisme est ainsi concomitante à la crise des institutions disciplinaires (Foucault, Surveiller et punir, 1975) : l'école, le syndicat, l'usine, l'hôpital, l'armée, etc. Notre société se désinstitutionnalise pour laisser la place à l'hyper individu, celui qui a toutes les cartes en main pour réussir, pourvu qu'il le veuille. Le mérite individuel contre l'intérêt collectif. L'effort personnel contre le travail sur les mécanismes collectifs et les déterminants sociaux.

L'intériorisation de cette théorie comme vérité absolue a grandement œuvrée à la légitimation des inégalités de répartition des richesses et à la réduction de l'interventionnisme étatique à certains secteurs ; les lois du marché se chargeant du reste. Si la possibilité d'ascension sociale n'est qu'illusoire, l'une des justifications de l'existence du néolibéralisme n'est pourtant autre que l'égalité des chances, une égalité prétendument assurée par la récompense de l'effort individuel. Non seulement cette égalité est fortement contestable mais elle amène qui plus est la population à vivre dans la compétition et à travailler en acceptant des pressions toujours plus fortes de la caste privilégiée, même en temps de crise comme a pu le démontrer l'abnégation générale face aux politiques d'austérité.

Aujourd'hui, le travail contre la démagogie, c'est le travail pour rendre sa complexité au réel, recréer du lien politique, reconstruire un sujet politique, re-collectiviser les enjeux de société via la mise en évidence des contingences socio-économiques qui préexistent à l'individu et qui déterminent son parcours dans la société. Avec pour cadre et horizon, la finitude du monde et de ses ressources.

Sur base de l'identification commune des responsabilités des crises que nous vivons, la construction d'une plateforme des mouvements sociaux autour d'un programme et des propositions d'actions/pratiques antiracistes, antiautoritaires et radicalement social-écologiques peut participer à l'antidote à la démagogie. Contre le dévoiement et l'instrumentalisation des peurs, le sentiment subjectif de sécurité ne peut se construire et être garanti qu'avec les autres.

On le voit dans les reportages, ce peuple-là n'est pas doué pour la rhétorique et la sophistique, la dialectique et la parole. Il dit simplement et clairement des choses simples et claires que les diplômés des écoles de journalisme, de Science Po, de l'ENA ou de Normale Sup ne comprennent pas parce que ça dépasse leur entendement. Ils sont pauvres et l'engeance qui tient le pouvoir, politique, médiatique et économique, ne sait pas ce que signifie faire manger une famille avec 5 euros par repas. Ils ne le savent pas…

Il est facile de salir ces gens modestes comme le font Libération et Le Monde, L'Obs (avec un article dégoûtant d'un nommé Courage, probablement un pseudonyme…), voire l'inénarrable BHL. «Ces pauvres qui disent qu'ils le sont et qu'ils n'en peuvent plus de l'être, quelle beaufitude, quelle grossièreté, quel manque de manière !». Et ces journaux seraient des journaux de gauche ? Qui peut encore le croire?

«Salauds de pauvres!» disent Quatremer & Joffrin, Courage & Askolovitch (qui m'inonde de textos insultants en me disant que tout le monde «se fout»

de ce que j'écris, sauf lui apparemment…), Xavier Gorce, dessinateur au quotidien du soir & BHL. Car tous souscrivent comme un seul homme à cette saillie qu'on entend dans la bouche de Gabin dans La Traversée de Paris, un film de Claude Autant-Lara, un ancien du Front national version Jean-Marie Le Pen : «Salauds de pauvres !» Le rideau se déchire enfin!

BHL écrit: «Poujadisme des Gilets jaunes. Échec d'un mouvement qu'on nous annonçait massif. Irresponsabilité des chaînes d'info qui attisent et dramatisent. Soutien à Macron, à son combat contre les populismes et à la fiscalité écolo» (17 novembre 2018). Passons sur la rhétorique du personnage, il y a bien longtemps qu'il ne pense plus et qu'il ne fonctionne qu'aux anathèmes –peste brune, rouges-bruns, poujadistes, fascistes, nazis, staliniens, pétainistes, vichystes, maurrassiens sont ses arguties préférées pour clouer au pilori quiconque ne pense pas comme lui. BHL a le record mondial du point Godwin ! Chez lui l'insulte a depuis longtemps remplacé toute argumentation digne de ce nom. Dans le registre des insultes, on l'a oublié, il y avait aussi: «saddamite»…

C'est le néologisme créé par lui pour insulter Jean-Pierre Chevènement lors de la guerre du Golfe. A cette époque, BHL ne s'est pas fait traiter d'homophobe ! Il est vrai que ses amis dans la presse sont nombreux et qu'il dispose d'un efficace pool qui nettoie le net de ses bêtises en les renvoyant dans les pages invisibles du net –vérifiez en tapant «BHL saddamite Chevènement» sur le net, plus rien, nettoyé… Étonnant ! Car dans Bloc-Notes. Questions de principe cinq, page 141 de l'édition du Livre de poche, on peut encore y lire : «Chevènement saddamite et philoserbe». J'attends que, des Inrocks à Libération, du Monde à France-Inter, on dénonce cette homophobie qu'on m'a prêtée il y a peu parce que, moi, je ne souscrivais pas au doigt d'honneur antillais qui semblait ravir le président de la République, et que je l'ai fait savoir sur le mode ironique. Il est vrai que BHL et l'humour, ça fait deux…

BHL qui fait tant pour qu'on parle de ses livres à chacune de ses parutions voudrait qu'on ne parle pas des Gilets jaunes dans les médias! Comme si c'étaient les journalistes qui créaient l'actualité…

La pauvreté existe parce qu'on la montre. Ne la montrons pas, De cette manière elle n'existera plus.

C'est ainsi qu'on apprend à penser à l'Ecole normale supérieure! Censurons ces Gilets jaunes à la télévision, demandons à France-Culture comment on s'y prend pour interdire de parole sur les radios du service public, et faisons taire cette racaille populiste, crypto-fasciste, lepéniste, vichyste, pétainiste, nazie –ne nous interdisons rien ! Car quiconque demande du pain pour ses enfants est une ordure populiste bien sûr…

Que BHL soutienne Macron, il n'y a rien là que de très normal. Avec Stéphane Bern et les Bogdanoff, Line Renaud et Philippe Besson, ce qui se faisait de mieux chacun dans son domaine a offert ses courbettes au Prince. Il y en eut de plus malins qui vinrent manger la soupe payée par le contribuable à Bercy, qui servait à préparer la présidentielle. On n'y mangeait pas des repas à cinq euros…

Enfin, que BHL soutienne «la fiscalité écolo», comme son ami Cohn-Bendit, n'est pas non plus étonnant : il reprend l'élément de langage qui voudrait que ces taxes aillent à la fiscalité verte alors qu'elles vont majoritairement dans les caisses de l'Etat. La revue Que choisir l'a récemment montré dans l'un de ses articles [1].

Pour salir les Gilets jaunes, des journalistes et des éditorialistes affirment qu'ils refusent la fiscalité, qu'ils sont contre les taxes, qu'ils refusent les impôts, qu'ils rechignent à payer des taxes écologiques. C'est faux. C'est Carlos Ghosn qui refuse de payer ses

impôts, ainsi que les riches qui ont placé leur argent dans les paradis fiscaux avec l'assentiment de l'Etat français, pas les Gilets jaunes qui, eux, veulent bien payer des impôts directs et indirects, mais s'insurgent que ces impôts, qui doivent servir à payer le salaire des fonctionnaires, à faire fonctionner les écoles, les hôpitaux, les commissariats, les gendarmeries, soient accompagnés en province de suppressions de fonctionnaires et de fermetures d'écoles, d'hôpitaux, de commissariats, de gendarmeries.

Revenons à BHL: s'il est tellement soucieux de l'état de la planète qu'il estime que l'Etat maastrichtien doive faire payer les pauvres avec leurs voitures de travail afin que les riches puissent polluer en se déplaçant en avion, alors qu'il cesse de passer son temps entre deux aéroports lui qui disait sans vergogne qu'il avait trop de maisons…

On peut lire en effet dans L'Obs (5 juillet 2017): «J'ai trop de maisons dans le monde»: Bernard-Henri Lévy se résout à vendre une de ses villas pour 6 millions d'euros. Lisons cet article : «Trop d'argent, pas assez de temps. Bernard-Henri Lévy a confié à Bloomberg dans un article publié ce lundi qu'il était contraint de vendre une de ses villas au Maroc, à Tanger, faute de pouvoir en profiter suffisamment : «Je partage mon temps entre Paris, New York et Marrakech. J'ai trop de maisons dans le monde et hélas, l'année ne dure que 52 semaines». Prix de la demeure sacrifiée : 6 millions d'euros, en vente sur le site de Christie's International Real Estate, pour 600 mètres carrés situés «au sommet d'une falaise, face à Gibraltar, au point précis où se côtoient l'Atlantique et la Méditerranée», affirme BHL, bon vendeur. Bonjour la trace carbone du philosophe!

On comprend que cet homme-là ignore quelle misère signifie un trou de cinquante euros dans le budget d'une famille vivant avec moins de mille euros par mois… «Salauds de pauvres!», en effet.

Michel Onfray

DOSSIER

Évasion fiscale. Google cache 20 milliards aux Bermudes

L'entreprise a transféré 19,9 milliards d'euros de bénéfices dans le paradis fiscal pour échapper à l'impôt. Fabien Roussel, qui dénonce la complicité de l'Union européenne, conduira demain une délégation du PCF au siège de Google France.

D'habitude, les bandits multiplient les braquages avant de filer sur une île déserte. Google, de son côté, se livre à des allers-retours permanents. En 2017, le géant du numérique a transféré 19,9 milliards d'euros de bénéfices réalisés aux États-Unis et en Europe vers les Bermudes, pour les soustraire à l'impôt. Un chiffre en progression, puisque les montants évadés pour la même opération étaient de 12 milliards d'euros en 2014, de 15,5 milliards en 2015 et de 15,9 milliards en 2016. Ce qui commence à faire « un pognon de dingue » ... Google n'est d'ailleurs pas seul à jouer aux flibustiers fiscaux. En 2012, les multinationales américaines ont déclaré 80 milliards de dollars de bénéfices dans le seul paradis fiscal bermudien, soit plus que ceux déclarés au Japon, en Chine, en Allemagne et en France cumulés, d'après un calcul de l'Organisation des Nations unies.

Pour y parvenir, ces groupes utilisent la technique dite du « double irlandais » et du « sandwich hollandais ». La firme californienne passe par des filiales dans ces pays et une foule de holdings pour ne pas s'acquitter de l'impôt de façon légale. « Les failles juridiques sont béantes. C'est du vol organisé, de la délinquance en col blanc. C'est légal uniquement parce que l'Union européenne (UE) accepte d'être complice de ces montages. La responsabilité de la Commission européenne et de tous les chefs d'État est énorme », s'indigne Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. Le député du Nord, membre de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, se rendra demain midi avec une délégation du PCF au siège de Google France, à Paris. « Nous voulons rencontrer le PDG de Google France et lui réclamer des comptes. Il aura beau répondre que c'est légal, il rompt le pacte républicain. Google doit respecter notre pays, nos lois et payer, comme toutes les entreprises françaises, les différents impôts et taxes dus en France. Indépendamment des failles de la législation, il est inadmissible qu'une telle entreprise délocalise ses bénéfices dans des paradis fiscaux », assène l'élu.

Face à la fraude et à l'évasion fiscales, les gouvernants avancent au ralenti

Si le fléau de la fraude et de l'évasion fiscales coûte 100 milliards d'euros par an à la France et 1000 milliards d'euros par an à l'UE avec un impact gigantesque sur les finances publiques et nos vies quotidiennes, les gouvernants actuels avancent au ralenti. Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, souhaite ainsi mettre en place une taxe de 500 millions d'euros sur les Gafa. « C'est peanuts ! Ce qu'il faut, c'est le prélèvement à la source de l'impôt des entreprises du numérique sur tous leurs bénéfices. Il faut définir clairement leur entité juridique et les imposer comme les autres. Il est par exemple incompréhensible que leur taux d'imposition soit de 8 %, contre de 15 % à 31 % pour les PME européennes », insiste Fabien Roussel. Le parlementaire plaide aussi pour une véritable liste noire des paradis fiscaux, au motif que « l'actuelle est bidon. On y trouve des îles d'Océanie dans lesquelles ces multinationales ne mettent pas un pied. Par contre, le Luxembourg, l'Irlande et la Hollande n'y figurent pas au nom du respect des pays membres de l'UE. Une preuve de plus que les traités actuels sont caducs et à réécrire profondément ».

En attendant, l'Irlande a décidé en 2014 de mettre un terme au « double irlandais » en 2020. D'ici là, Google compte bien faire un dernier coup. Avant de chercher une nouvelle faille…

Aurélien Soucheyre

Extrait de l'Humanité

Évasion fiscale : Facebook a plein d'amis aux îles Caïmans

Le réseau social ne déclare en France que 2,5% de son chiffre d'affaires réel, et ne paye donc quasiment pas d'impôts au fisc français. Cela grâce à un montage d'évasion fiscale, qui lui permet d'envoyer ses profits aux îles Caïmans.

L'évasion fiscale des grandes entreprises est sous le feu des projecteurs. Le mardi 10 septembre, Arte a diffusé en prime time un documentaire sur le sujet. Et quelques heures plus tôt, le Conseil national du numérique présente ses solutions pour taxer les géants de l'Internet.

Le dernier né de ces géants, Facebook, n'échappe pas à la règle. Lui aussi pratique l'évasion fiscale à outrance, ce qui lui permet de payer des impôts minuscules. Ainsi, sa filiale française n'a payé que 191.133 euros d'impôt sur les bénéfices en 2012.

Le fisc français enquête

Explication : officiellement, la filiale hexagonale n'a qu'un rôle de fourniture de « services marketing ». Ce qui permet de déclarer un chiffre d'affaires ridicule (7,6 millions d'euros en 2012).

En réalité, l'activité générée en France est bien plus importante. Le chiffre d'affaires réel peut être estimé à environ 300 millions d'euros en 2012, en se basant sur le nombre d'inscrits au réseau en France (28 millions). Le chiffre d'affaires pour 2011 avait été estimé à

150 millions d'euros par le cabinet Greenwich, qui s'était basé sur le poids de Facebook sur le marché publicitaire.

Si ce chiffre d'affaires était effectivement déclaré en France, alors la filiale française aurait fait près de 30 millions d'euros de bénéfices avant impôt (en appliquant à la France la rentabilité globale du groupe), et donc payé 10 millions d'euros d'impôts.

Cette évasion fiscale n'est pas du goût du fisc français, qui effectue un contrôle fiscal de la filiale, comme l'a révélé l'Express.

Quasiment pas d'impôt en Irlande...

Si Facebook ne déclare quasiment rien en France, c'est parce que toute la publicité hors des Etats-Unis est vendue depuis une filiale immatriculée à Dublin, Facebook Ireland Ltd.

Mais cette filiale réussit l'exploit de ne quasiment pas payer d'impôts en Irlande non plus. Pour cela, le réseau social utilise un autre stratagème. Les comptes de cette filiale irlandaise sont délibérément plombés pour qu'elle dégage très peu de bénéfices -elle a même perdu de l'argent en 2011…

En pratique, cette filiale doit payer des redevances pour le droit d'utiliser la plate-forme Facebook, pour l'hébergement de ses données sur des serveurs, et même des management fees, car visiblement le siège californien juge un Irlandais incapable de gérer tout seul la filiale… Toutes ces redevances absorbent 99% des revenus, réduisant ainsi à néant les profits.

Boîte aux lettres aux îles Caïmans

La plupart de ces redevances sont versées à une autre société irlandaise, Facebook Ireland Holdings. Celle-ci est détenue, à travers de plusieurs holdings, par Facebook Cayman Holdings Unlimited I, une société immatriculée dans le paradis fiscal des îles Caïmans.

En pratique, le réseau social n'a pas de présence effective sur place: il utilise une boîte aux lettres du cabinet d'avocats Appleby, qui revendique fièrement sur son site être spécialisé dans les paradis fiscaux, et même avoir remporté en 2010 le prix du meilleur cabinet d'avocats offshore… « Il n'y a aucune forme d'impôt sur les particuliers et les entreprises aux îles Caïmans », rappelle la brochure du cabinet.

C'est donc dans ces îles que s'entassent les profits générés hors des Etats-Unis. Selon les comptes de Facebook, 699 millions de dollars de trésorerie étaient ainsi stockés offshore à fin juin, soit 7% de la trésorerie totale.

Tout ceci permet à Facebook de ne payer quasiment aucun impôt hors des Etats-Unis, alors que l'international représente désormais la moitié de ses revenus. En 2012, il a ainsi payé à peine 15 millions de dollars d'impôts aux fiscs étrangers, sur 2,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Record battu…

Et comme si cela n'était pas suffisant, le réseau social possède aussi plusieurs filiales au Delaware, le paradis fiscal interne des Etats-Unis, dont une détient Facebook France…

Interrogée, la filiale française n'a pas répondu.

Mise à jour: en janvier 2012, Facebook avait publié une étude commandée au cabinet Deloitte pour montrer que son impact économique ne se limitait pas au personnel recruté et aux impôts payés, mais devait aussi tenir compte de retombées indirectes, comme le développement d'applications, la consommation de trafic internet, etc. Précisément, l'étude évaluait l'impact économique direct en France à 4,8 millions d'euros, et l'impact indirect à 1,9 milliard d'euros.

Source : BFMTV

« Sans domicile fisc »: le livre sur les paradis fiscaux.

Plongée au cœur de la finance et des paradis fiscaux. Plongée en eaux troubles. Dans « Sans domicile fisc », les frères Bocquet, Eric et Alain, sénateur et député communistes du Nord, dressent un réquisitoire précis et implacable des affres de la mondialisation financière. A lire d'urgence, tant le poids de l'opinion publique est indispensable pour accélérer le changement.

Millionnaires et multinationales y fuient le fisc. La criminalité et le terrorisme les utilisent... Les frères Eric et Alain Bocquet, sénateur et député PCF, mettent en lumière le scandale des paradis fiscaux dans « Sans domicile fisc ».

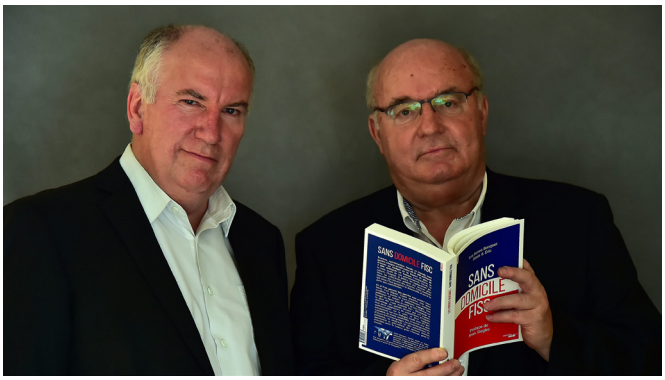
A l'heure du procès Cahuzac, ils décryptent les mécanismes qui permettent aux plus riches et aux multinationales d'échapper à l'impôt. Un scandale qui se chiffre à coup de centaines de milliards d'euros par an ! Rien que pour la France, le manque à gagner est estimé entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année. A l'échelle de l'Europe, on passe à une estimation « d'environ 1.000 milliards d'euro par an ». Les chiffres donnent le tournis.

« C'est la crise ! Quelle crise ? Elle n'est pas pour tout le monde. Jamais pour ces « sans domicile fisc » que leur addiction à l'évitement de l'impôt classe en véritables parasites de nos sociétés, en délinquants » écrivent les deux frères. Forts de leur travail de parlementaires – deux commissions d'enquête du Sénat et une mission d'information à l'Assemblée – ils ont pu toucher de près cette réalité complexe. Pour leur ouvrage, ils se sont appuyés sur de nombreux entretiens (Nicolas

Hulot, Eva Joly, Alain Bauer, ONG, lanceurs d'alerte, journalistes, etc).

Le rappel des scandales successifs, HSBC, UBS, Luxleaks, le cas Mc Donald's et bien sûr les « Panama papers », donnent froid dans le dos. Le rôle des Etats est tout aussi troublant : les parlementaires pointent l'hypocrisie, voire le double jeu qui règne en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis ou même en France.

Une COP fiscale sous l'égide des Nations-Unis



Le pantouflage des fonctionnaires vers le secteur privé et l'embauche de conseillers issus du monde bancaire et de la finance – Emmanuel Macron en est l'exemple – illustre cette proximité, voire cette connivence entre politiques et banquiers. Dès lors, comment changer le système de l'intérieur si le système est vérolé ? C'est le constat que font Eric et Alain Bocquet. Cette situation pose de nombreuses questions sur le plan démocratique.

La crise de 2008 a cependant poussé les Etats du G 20, confrontés à la chute des rentrées fiscales, a amorcé un changement salutaire, sous l'égide de l'OCDE. L'échange automatique de données fiscales entre Etats, qui se généralise petit à petit, y compris avec certains paradis fiscaux, est encourageant. Il sera appliqué en 2017. Trop mou, trop lent, selon les frères Bocquet : « Aujourd'hui, on tire avec un pistolet à eau sur une cible qui nécessite… le recours à plusieurs escadres lourdement équipées ».

Pour eux, rien n'est inéluctable. « Fraudeurs, optimisateurs, blanchisseurs, évadés ou exilés nous volent. (…) Il est temps de passer de la parole aux actes. Ramenons les « sans domicile fisc » sur la voie de la justice » lancent les Bocquet.

Ils font leurs propositions et en appellent à l'opinion publique. A l'image de la COP sur le climat, ils proposent une COP fiscale sous l'égide des Nations-Unis, la création d'un « observatoire parlementaire de lutte contre la fraude et l'optimisation fiscales » qui disposerait d'un pouvoir de convocation et de contrôle, la suppression du verrou de Bercy ou carrément la mise sous embargo des paradis fiscaux. Pour Eric et Alain Bocquet, face à « des Etats sous tutelle » de la finance, le sujet de la lutte contre les paradis fiscaux devrait être au cœur de la présidentielle.

« Fraudeurs, optimisateurs, blanchisseurs, évadés ou exilés nous volent. (...) Il est temps de passer de la parole aux actes »

Le pantouflage des fonctionnaires vers le secteur privé et l'embauche de conseiller issus du monde bancaire et de la finance – Emmanuel Macron en est l'exemple – illustre cette proximité, voire cette connivence entre politiques et banquiers. Dès lors, comment changer le système de l'intérieur si le système est vérolé ? C'est le constat que font Eric et Alain Bocquet. Cette situation pose de nombreuses questions sur le plan démocratique.

La crise de 2008 a cependant poussé les Etats du G20, confrontés à la chute des rentrées fiscales, à amorcer un changement salutaire, sous l'égide de l'OCDE. L'échange automatique de données fiscales entre Etats, qui se généralise petit à petit, y compris avec certains paradis fiscaux, est encourageant. Il sera appliqué en 2017. Trop mou, trop lent, selon les frères Bocquet : « Aujourd'hui, on tire avec un pistolet à eau sur une cible qui nécessite… le recours à plusieurs escadres lourdement équipées ».

Pour eux, rien n'est inéluctable. « Fraudeurs, optimisateurs, blanchisseurs, évadés ou exilés nous volent. (…) Il est temps de passer de la parole aux actes. Ramenons les «sans domicile fisc» sur la voie de la justice » lancent les Bocquet.

Ils font leurs propositions et en appellent à l'opinion publique. A l'image de la COP sur le climat, ils proposent une COP fiscale sous l'égide des Nations-Unis, la création d'un « observatoire parlementaire de lutte contre la fraude et l'optimisation fiscales » qui disposerait d'un pouvoir de convocation et de contrôle, la suppression du verrou de Bercy ou carrément la mise sous embargo des paradis fiscaux. Pour Eric et Alain Bocquet, face à « des Etats sous tutelle » de la finance, le sujet de la lutte contre les paradis fiscaux devrait être au cœur de la présidentielle.

« Sans évasion fiscale, pas de déficit, plus de dette »

« Les évaluations des ONG sont édifiantes : cette situation génère chaque année un manque de recettes de 60 à 80 milliards d'euros pour le budget de la République française, dont le montant total des recettes est de 300 milliards pour 2016. Une perte à comparer avec la trentaine de milliards d'euros de recettes de l'impôt sur les sociétés, ou encore les 73 milliards du déficit budgétaire annoncé pour 2016. Le sujet devrait s'imposer comme la priorité des priorités. La chasse aux économies cible tous les domaines, des crédits de la recherche aux aides destinées aux handicapés, alors que des ressources existent mais échappent à la nation. Le calcul est simple ! Ne soyons pas naïfs, cela ne peut se régler d'un coup de baguette magique, mais le rapprochement est spectaculaire. Il désigne un but ; voilà le mobile de la lutte. Sans évasion fiscale, pas de déficit, plus de dette. Le logiciel budgétaire peut être reconfiguré, ainsi que toute la logique des politiques menées en France, en Europe, dans le monde. On change les cartes : tout devient possible ».

Alain Bauer (criminologue, analyste des réseaux criminels ou terroristes) : « La bienveillance de l'État devient de la complicité »

« La présence active des banques dans les paradis, l'organisation par d'avides banquiers eux-mêmes de véritables filières d'évasion, de fraude, structurent un système mondialisé, organisé. Alain Bauer jette un regard cru sur cette évolution : « Le tuyau de l'optimisation permet de nombreux branchements complémentaires. Ceux qui le font campent toujours sur de bonnes raisons. Il s'agit de faciliter la vente de produits essentiels à nos industries, le règlement des commissions… puis des rétro commissions. Alors la bienveillance de l'État devient de la complicité.

Le crime organisé aussi s'est branché sur le tuyau. C'est une simple nécessité : le crime est présent dans le jeu des commissions et des rétro commissions. Le blanchisseur de même. Toutes ces masses d'argent se retrouvent dans les places offshores connues, Bahamas, Caïmans, Chypre mais aussi à la City, à Vienne ou au Delaware…

Le même Alain Bauer, appelle même à utiliser la manière forte : « À un moment, l'État aurait pu reprendre sa place. L'offshore n'aurait résisté que quelques secondes face à l'intervention d'une frégate, qu'elle soit américaine, française, chinoise ou russe. Or, nous sommes restés dans cette logique d'hypocrisie ».

Hillary Clinton et Donald Trump apprécient le Delaware, Etat américain et… paradis fiscal

« Voilà peu, un cabinet conseil, un intermédiaire comme il en sévit partout, affichait sur son site « Le

Delaware, mieux que le Panama… ». « Il est plus facile de créer une société écran aux États-Unis que dans n'importe quel autre pays du monde, à l'exception du Kenya », ont conclu trois chercheurs américains après avoir testé toutes les formules à travers le monde, et celle de l'offshore en particulier. Parmi les clients du Delaware ont figuré des profils peu recommandables, comme l'ancien officier soviétique russe et trafiquant d'armes Viktor Bout, ou El Chapo, le baron de la drogue mexicain. Hillary Clinton et Donald Trump y ont pignon sur rue ! L'ancienne secrétaire d'État de Barack Obama s'y fait payer ses conférences dans le monde, et le milliardaire et magnat de l'immobilier y gère son patrimoine.

Quand le Quai d'Orsay demandait à BNP Paribas de rester au Panama

Publicsenat.fr l'avait révélé en avril dernier l'ancien patron de BNP Paribas, Baudouin Prot, avait raconté devant la commission d'enquête du Sénat que l'Etat lui avait demandé de ne pas quitter le Panama, paradis fiscal… Il avait pris cette décision en 2009. Eric et Alain Bocquet relatent ses propos : « C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le président de la République du Panama est intervenu très fortement, à l'époque, auprès du Quai d'Orsay. Un peu paradoxalement, celui-ci nous a alors écrit pour nous demander de rester au Panama ! Nous avons néanmoins décidé de vendre nos activités dans ce pays ».

Sarkozy a fait de la France un paradis fiscal pour... le Qatar

« Autre particularité de notre cher Hexagone, les conditions fiscales tout à fait particulières dont y jouit le Qatar. À l'initiative de Nicolas Sarkozy a été voté en 2008 un avenant à la convention fiscale liant les deux pays. Résultat : un bouquet de faveurs tout à fait exceptionnelles dont l'exonération totale des plus-values immobilières réalisées par l'émirat, la suppression de la retenue à la source sur les dividendes perçus par des sociétés qataries, l'exonération d'impôt sur la fortune pendant cinq ans. Le coup a porté : la France est désormais la deuxième destination des dollars venus de l'émirat après le Royaume-Uni. Parmi ces investissements, le rachat du Paris Saint-Germain pour en faire un club de football et une marque de renommée mondiale.

(…) Le traitement fiscal hors normes du Qatar est toujours en vigueur et représente un coût chiffré entre 150 et 200 millions d'euros à la charge des contribuables français. Merci, monsieur le Président ! Ce type d'accord à géométrie variable se retrouve dans l'exonération attribuée à l'UEFA (Union des associations européennes de football), à la tête du dernier Championnat d'Europe de football. L'Union dont le siège est à Nyon, en Suisse, a engagé, via la société en charge de l'organisation basée à Paris, environ 600 millions d'euros de dépenses pour mettre sur pied cet Euro 2016 et elle en attendait 1,9 milliard de recettes. Résultat attendu, et sans tir au but, de 1,3 milliard de bénéfices. Rien ne reviendra au budget national puisque la société a été exonérée de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur les salaires ! Amateur de foot spectacle ou non, le contribuable paiera la note, comme il aura payé les équipements publics nécessaires pour cette compétition ».

EDF, dont l'Etat est actionnaire à 85%, réduit aussi ses impôts

« Exemple avec la présence en Belgique d'EDF, de Sanofi, de Total et de Danone, qui placent leur trésorerie dans des filiales faisant office de banques au service des autres entités. Les intérêts des prêts sont déduits des bases imposables des sociétés emprunteuses, tandis qu'en Belgique les intérêts perçus sont très faiblement taxés. Les groupes bénéficient de ce concept financier et fiscal purement belge dit « des intérêts notionnels ». Ils réduisent de près de 60 % les taxations qu'ils auraient acquittées en France sur ces produits financiers. Les 14 principaux bénéficiaires français ont économisé près de 450 millions d'euros. Au total, ces ruses feraient perdre au fisc national de l'ordre de 15 à 20 milliards d'euros selon les estimations du Syndicat national unifié des impôts ».

Des Français qui aiment la Suisse

Dans le récent classement annuel des 300 plus grosses fortunes de Suisse publié en novembre 2014 par le magazine économique helvétique Bilan, la première est la famille du fondateur d'Ikea, Ingvar Kamprad, avec 35 milliards d'euros. Figurent aussi sur la liste 49 Français soucieux de bénéficier d'un régime fiscal favorable. Le total de leurs patrimoines cumulés serait de l'ordre de 46 milliards d'euros. Dans la catégorie des fortunes les plus élevées, supérieures à 5 milliards de francs suisses, soit environ 4,6 milliards d'euros, figurent ainsi la famille Wertheimer (Chanel), les Castel (boissons et eaux minérales) et Patrick Drahi (Numéricable-SFR) ».

Panama, l'argent de la drogue et d'Al-Qaïda

« Le Panama, petit territoire niché entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, est l'un des plus obscurs de la planète finance, une terre de scandales. Le financement du premier canal avait déjà provoqué un séisme mondial. Grande blanchisserie de l'argent sale qui offre services de lavage, de séchage et de repassage, l'État est connu comme un repaire historique de l'argent criminel ou mafieux, celui des cartels colombiens et mexicains de la drogue, de l'argent du terrorisme, celui d'al-Qaida. Toutes les pratiques nébuleuses permettant de recycler l'argent des combines et détournements fiscaux, du crime et de la fraude y ont cours ».

Extrait d'un entretien avec Christophe Nijdam, ex-analyste financier, secrétaire général de l'association Finance Watch : « Les meilleurs lobbyistes des grands banquiers, ce sont finalement le Trésor et Bercy »

« Que pensez-vous de la proximité de dirigeants de banque, de la finance et des milieux politiques ?

Les connivences sont réelles mais ne sont pas a priori malintentionnées. Le phénomène à remarquer, c'est cette même façon de penser qui persuade ces personnes qu'elles détiennent la vérité. Ce qui incline à ne rien changer. Elles considèrent que si c'est bien pour elles, ce doit l'être pour tout le monde. À la plèbe de suivre ! Ce formatage est grave à mes yeux et dangereux pour la collectivité, puisque c'est cette certitude de détenir la seule vérité qui a fait planter le système ! Le verrouillage est quasi total. C'est le constat quand je mesure la puissance du lobby financier et vois qu'en France les meilleurs lobbyistes des grands banquiers, ce sont finalement le Trésor et Bercy. Cela paraît stupéfiant : l'administration publique est le grand défenseur de ces intérêts privés. Et pourquoi ? Simplement parce que la plupart des hauts fonctionnaires vont un jour passer de l'autre côté. Cette situation ne pousse pas vers un esprit de réforme, vers l'indépendance intellectuelle et le souci de défendre l'intérêt général. On pense vivre dans un système démocratique, or, en fait, il dérive à grands pas vers la ploutocratie. Le pouvoir de l'argent et cette consanguinité dans l'autoreproduction des élites. Nous avons le droit de vote, mais dans les faits tout est verrouillé aux étages supérieurs ».

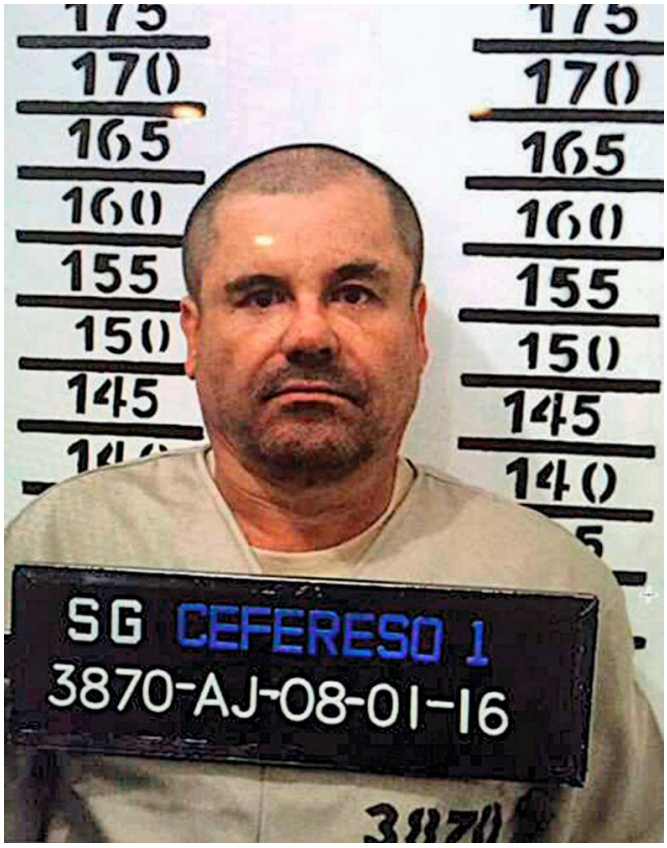
280 000 sociétés dans un seul immeuble

« Les îles Caïmans, petit bout de terre au sud de Cuba, abritent un immeuble fameux, symbole même de la présence juridique fictive : il s'agit d'Ugland House, à George Town, la capitale. Ce modeste bâtiment de quatre étages est l'adresse, selon les registres commerciaux, d'un cabinet d'avocats et de 18 000 sociétés. Il a été rendu célèbre par Barack Obama lui-même, qui le qualifie de « plus grand immeuble du monde ou de plus grande escroquerie fiscale du monde ». Mais le président américain semblait ignorer que la bâtisse de George Town est pourtant dépassée par un immeuble d'un seul niveau, sis North Orange Street à Wilmington, dans le Delaware, avec 280 000 sociétés ».

Tina Turner préfère ses dollars à sa nationalité américaine : « Simply the best »

« Les Américains ont fait plier les banques et les autorités avec une arme absolue entrée en action en janvier 2014 : la loi FATCA est une disposition fédérale destinée à vérifier la conformité fiscale des actifs de tous les citoyens américains déposés sur des comptes aux quatre coins du monde. Elle oblige toutes les institutions financières opérant aux États-Unis mais disposant d'établissements à l'étranger à communiquer aux services fiscaux les données personnelles, le montant des avoirs au-delà de 50 000 dollars et le détail des transactions de leurs clients, citoyens des États-Unis ou étrangers résidant sur le sol américain. Le risque du retrait de l'autorisation d'opérer sur le sol des États-Unis en cas de refus de coopérer a fini par convaincre les réseaux récalcitrants. Effet collatéral : environ 9 000 contribuables américains auraient décidé de renoncer à leur nationalité pour tenter de garder au secret leurs avoirs ! Et parmi eux, la chanteuse Tina Turner, installée en Suisse, ou Eduardo Saverin, cofondateur de Facebook, qui n'a conservé que sa nationalité brésilienne pour vivre à Singapour »

Le baron de la drogue mexicain adepte des sociétés écrans



« Pour sa part, Joaquín Archivaldo Guzmán Loera, alias « El Chapo », a repoussé encore la profondeur de ce cynisme en affaires. L'histoire de ce grand mafieux mexicain à la tête du cartel de Sinaloa, organisation spécialisée dans le trafic international des stupéfiants, en dit long. Stupéfiant, on ne peut mieux dire ! Le magazine new-yorkais Forbes a classé en 2014 El Chapo au soixante-septième rang des personnalités les plus influentes du monde, loin devant nombre de chefs d'État ou d'entreprises. Cette année-là, ce baron de l'industrie de la drogue détenait des avoirs pour plus de 1 milliard de dollars. Il dirigeait un réseau de 3 500 sociétés écrans « légales », offshore pour la plupart. Par elles transitaient annuellement 300 à 400 millions de dollars promis au blanchiment, soit plus de

4 milliards en une décennie »

Les plus riches iront (presque) tous au paradis

« Gabriel Zucman, économiste, professeur à l'université de Berkeley, en Californie, étudie le phénomène et dans ses derniers travaux constate que «l'évasion fiscale concerne peu de gens, mais est généralisée au sommet. Quand on appartient à la catégorie des 0,01 % les plus riches de la planète ayant une fortune supérieure à 50 millions de dollars, il y a une probabilité de 70 % de détenir un compte dans les paradis fiscaux». Explication ? Soit «la richesse extrême affecte la moralité», soit «ce sont les gens qui n'ont pas un respect des lois, notamment fiscales, qui deviennent les plus riches» ».

Sanofi, Vivendi, LVMH ou Vinci dans les paradis

« Un rapport de CCFD-Terre solidaire avait chiffré en 2013 à 5 848 le nombre de filiales dans les paradis fiscaux des 50 premières entreprises européennes par leur chiffre d'affaires. Michel Aujean, avocat, ancien directeur des politiques fiscales à la Commission européenne, cite les 100 premières entreprises britanniques et leurs 22 000 filiales qui y sont présentes. De ce côté du Channel, les grands groupes français ne manquent pas de répondre à l'appel du large : Sanofi, Danone, Vivendi, Axa, LVMH, Schneider, France Telecom, Vinci et Saint-Gobain sont dans les paradis. La présence de filiales de ces fleurons de l'économie française s'explique sans doute par le développement d'activités à l'international, mais surtout par la recherche des meilleures places du hard discount fiscal. Engie (ex-GDF Suez), Sanofi, Danone, LVMH et Société générale auraient économisé en 2012 plus de 300 millions d'euros d'impôts chacun en moyenne, grâce à leurs implantations à l'étranger.

Foot et paradis fiscaux font bon ménage

« Le libéralisme débridé s'est insinué dans tous les rouages de la société. Toutes les constructions financières font, directement ou non, référence aux paradis fiscaux. Symbole dérisoire de cette universalité : le football. Il n'échappe pas à ces relations grises : le club britannique d'Arsenal est géré par un trust basé à Jersey. Et la FIFA et l'UEFA se retrouvent dans les dossiers troubles des « Panama Papers » comme des présidents de clubs professionnels français »

Au sujet du « verrou de Bercy », qui permet au seul ministre des Finances de décider de transmettre ou non au juge un dossier de fraude fiscal : « Voici une anecdote, déjà ancienne, mais qui donne la mesure du problème engendré par le monopole fiscal laissé au pouvoir exécutif. Alors que j'étais au ministère de la Justice, le Garde des Sceaux, qui souhaitait faire exercer des poursuites pénales, avait demandé à son collègue chargé du Budget de déposer une plainte dans le dossier portant sur la dissimulation de sommes importantes distribuées aux joueurs du club de football de Saint-Étienne. Ce ministre fit savoir qu'il ne serait pas "le fossoyeur du football français" ! »

Le « pantouflage » et les allers-retours entre public et privé

« Un des derniers et fameux exemples concerne le titulaire de l'un des postes les plus prestigieux de la République, la direction du Trésor : Bruno Bézard. Dans le portrait qu'avait consacré le magazine économique Challenges 1 à ce Picard d'origine, on pouvait lire que, polyglotte, il « avait appris le chinois en un temps record ». « L'un de nos défis, disait-il, est de ne pas rester le nez dans le guidon. » Il vient de s'appliquer la recommandation en quittant le Trésor pour un fonds d'investissement franco-chinois, Cathay Capital » (…)

Dans ces conditions, les politiques sont pieds et poings liés, c'est une évidence. Comment justifier la nomination de François Villeroy de Galhau comme gouverneur de la Banque de France alors qu'il s'agit de l'ancien directeur général délégué de BNP Paribas, dont le bilan est de l'ordre de 2 000 milliards d'euros ? Évidemment, c'est une personnalité indépendante, un expert, fin connaisseur de la monnaie. Il m'a répondu lors de son audition au Sénat : « Je veux continuer de servir mon pays comme je le faisais à BNP Paribas. Les deux tiers de ma carrière, je les ai faits dans le service public. J'ai le service public au fond de moi. » Comment Pierre Moscovici, alors ministre du Budget, peut-il proposer de nommer à la Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers Françoise Bonfante, qui vient de la banque UBS ? » demandent les deux frères Bocquet, qui précisent que face à la polémique, Françoise Bonfante a finalement renoncé.

« De même, comment peut-on nommer au Haut Conseil des finances publiques Mathilde Lemoine, de la banque HSBC, Marguerite Bérard-Andrieu, de la banque BPCE, ou encore Valérie Plagnol, qui vient du Crédit suisse, banque privée ? Je ne mets pas en cause la qualité de ces personnes. Mais ces choix posent question ! La Banque centrale européenne est dirigée par Mario Draghi ; Mario Monti a été aux affaires en Italie et Loukás Papadímos, gouverneur de la Banque de Grèce. Or, tous ont travaillé chez Goldman Sachs » rappelle Eric et Alain Bocquet, qui finisse par le cas de

«l'ancien président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui a accepté en juillet 2016 d'être recruté par la sulfureuse banque d'affaires Goldman Sachs ».

Eric Bocquet : « Les fraudeurs, les vrais, sont des gens en costume trois-pièces avec jolie cravate »

« Dans mon travail de parlementaire, deux objectifs sont essentiels. Le premier est de démontrer que les fraudeurs ne sont pas forcément ceux qu'on nous désigne. Les fraudeurs au RSA, aux allocations existent, et ce n'est évidemment ni justifiable ni négligeable. Mais cela ne représente rien, tout juste le trait du crayon à côté des chiffres de l'évasion fiscale, de la fraude, qui se mesurent en milliers de milliards ! Le second objectif est de contester l'idée selon laquelle il n'y aurait plus de ressources pour les budgets publics. Le travail de la commission sénatoriale dont j'étais rapporteur a permis de montrer en 2013 que ces deux idées étaient tout à fait infondées. C'est une réalité de notre société : les fraudeurs, les vrais, sont des gens en costume trois-pièces avec jolie cravate et tous les signes de l'insolence du luxe ! L'argent dont on nous dit qu'il manque déborde de partout mais échappe à la puissance publique ».

Extrait de l'Humanité.

Nos activités de mars 2019

Exposition: 1886, quand le peuple se révolte

Dans le cadre du cycle «1886: quand le peuple se révolte...», l'ASBL Le Progrès proposera une exposition consacrée aux événements de mars 1886.

Cette exposition aura lieu à l'Université du Travail, du 12 au 14 mars.

Une conférence de Julien Dohet et Serge Deruette se tiendra le 12 mars, à 19h30, toujours à l'UT.

Pour plus d'infos sur les autres activités: collectif.1886@gmail.com

---

Exposition «Filles, garçons, à égalité?

Dans le cadre de FEMME DE MARS, Le Progrès ASBL et le CAL Charleroi s'associent pour vous présenter le travail photographique «Filles, garçons, à égalité?», 48 jeunes issus de 4 continents nous parlent d'égalité des genres...

Images et témoignages, l'exposition conçue par « Plan International Belgium » lors de sa campagne « #Unlockthepowerofgirls », vise à informer et sensibiliser le grand public, en particulier les jeunes,

à l'égalité de genre.

10 jeunes reporters belges, béninois-es, cambodgien-ne-s et équatorien-ne-s ont rassemblé les témoignages de filles et de garçons sur l'égalité de genre dans leur pays.

Devant l'objectif de François Struzik, photographe professionnel, tous et toutes ont répondu aux mêmes questions:

«Es-tu heureuse d'être une fille - Es-tu heureux d'être un garçon?»«Penses-tu que ce serait différent si tu étais de l'autre sexe?»«Trouves-tu que cela est juste?»«Qu'aimerais-tu changer?»

Leurs réponses sont sans appel: les préjugés et les pratiques sexistes ont la peau dure. Partout. Dans leurs regards et leurs actes, on lit souvent la motivation de les transformer. Et de contribuer à un monde où tous les enfants auraient les mêmes possibilités d'imaginer et de construire leur avenir.

Réalisée par Plan International Belgique, en collaboration avec Plan International Bénin, Plan International Cambodia et Equateur, Action Médias Jeunes (Namur), StampMedia (Anvers) et le photographe François Struzik.

Une organisation de Le Progrès ASBL et du CAL Charleroi, en partenariat avec la Plateforme « Femmes de mars », « Plan International Belgium, la Maison de la Laïcité de Charleroi et le soutien de la Fédération wallonie-Bruxelles.

☐ Des visites-ateliers pour comprendre le concept de genre, décoder les préjugés sexistes sont disponibles gratuitement sur réservation. (+/- 1h30)

☐ Lien vers le dossier pédagogique de l'exposition : https://bit.ly/2GNJ49G

☐Réservations 071/53.91.72

info@cal-charleroi.be

Conférence/débat:

«Pour une protection sociale et des soins de santé renforcés»

Avec monsieur Pierre Cools, secrétaire général adjoint, Solidaris

Le 21 mars 2019 à 19h00
Maison de la LaÏcité
5 rue Emile Vandervelde
6182 Souvret